

Bruxelles, le 06 juillet juin 2020

Mr. Josep Borrell  
HR/VP de la Commission Européenne  
Rue de la Loi 200 / Wetstraat 200  
1040 Bruxelles, Belgique

**Objet :** Appel à une action immédiate pour arrêter les attaques turques contre la paix et la démocratie, au Kurdistan et ailleurs

Monsieur le Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-Président de la Commission Européenne,

Nous vous adressons cette lettre afin d'attirer votre attention sur la répression de l'opposition politique démocratique en Turquie, notamment la détention de parlementaires et de maires issus du HDP, Peoples' Democratic Party, ainsi que sur les bombardements liés à l'invasion turque dans le nord de l'Irak et le nord de la Syrie, particulièrement dans les régions habitées par les Kurdes.

Depuis cinq ans, l'AKP du Président Erdogan a mis en place un régime politique extrêmement autoritaire, avec l'aide de ses alliés ultranationalistes et sous couvert de procédure d'urgence. Dans ce cadre, plus de 90 000 personnes ont été arrêtées sur la base d'accusations liées au terrorisme, dont des chefs de partis, des membres du Parlement, des maires kurdes, des milliers de membres du HDP, des journalistes, universitaires, avocats, représentants de la société civile, défenseurs des droits humains et beaucoup d'autres. Le gouvernement a étiqueté quiconque critiquait sa politique, notamment vis à vis du Kurdistan, de terroriste ou de traître, et d'ennemi de l'État. Le système présidentiel « à la turque » a totalement miné le principe de séparation des pouvoirs et de l'indépendance du système judiciaire.

Les attaques illégales du gouvernement turc ne visent pas seulement la démocratie parlementaire. Il a également illégalement destitué les co-maires du HDP dans les provinces kurdes et les a remplacés par des « gouverneurs-administrateurs » nommés. Depuis les élections locales du 31 mars 2019, le gouvernement a ainsi pris possession illégalement de 46 des 65 municipalités dirigées par le HDP. La Commission européenne pour la Démocratie par le Droit (la Commission de Venise) a indiqué, dans son avis n ° 979/2019 rendu le 18 juin 2020, que ces actions sont incompatibles avec les principes fondamentaux de démocratie, d'état de droit et de prévisibilité du droit.

Nous voudrions également exprimer nos vives préoccupations concernant les frappes aériennes choquantes de l'armée turque dans les régions de Sinjar et du camp de Makhmour du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, ainsi que dans d'autres parties du Kurdistan du Sud (région du Kurdistan d'Iraq), qui ont commencé le 14 juin, et une attaque de drones à Koban (région kurde de Syrie) le 23 juin 2020. Dans ces deux attaques, de nombreux civils ont perdu la vie ou ont été grièvement blessés.

Depuis le 17 juin 2020, l'armée turque a commencé à déplacer des forces terrestres dans la région du Kurdistan irakien, soutenues par des drones et des hélicoptères qui ont touché plus de 150 cibles. Cette action militaire turque déstabilise la région, exacerbe les souffrances et fournit un terrain fertile à la résurgence de groupes terroristes, ce qui compromettra particulièrement les progrès accomplis contre l'État Islamique. En outre, la poursuite des frappes aériennes pourrait entraîner le déplacement de personnes supplémentaires et les forcer à devenir demandeurs d'asile dans les pays voisins ou même en Europe.



La Turquie est membre de l'OTAN, membre du Conseil de l'Europe et pays candidat à l'adhésion à l'UE. La Commission ne peut pas tolérer ces actions inacceptables allant à l'encontre de toutes les normes démocratiques de droit national et international. Nous vous demandons de prendre des mesures contre le régime autocratique d'Erdogan.

L'UE est également confrontée à un comportement belliqueux de la Turquie en Méditerranée, allant jusqu'au risque d'affrontement avec des navires européens appartenant à la marine française.

Nous ne pouvons rester passifs face à tant d'agressivité, y compris envers l'UE elle-même.

Nous voudrions demander à la Commission de prendre des mesures immédiates et concrètes, comme des sanctions économiques ciblées, pour aider à mettre fin à cette répression et à ces attaques illégales, ainsi que les agressions perpétrées en violation des règles internationales.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Haut Représentant, nos plus respectueuses salutations.

ALFONSI Francois (Greens/EFA); ANDROULAKIS Nikos (S&D); ARVANITIS Konstantinos (GUE/NGL); AUKEN Margrete (Greens/EFA); BARRENA Fernando (GUE/NGL); BELLAMY Francois-Xavier (EPP); BENIFEI Brando (S&D); BIEDROŃ Robert (S&D); BILBAO BARANDICA Izaskun (Renew); BITEAU Benoit (Greens/EFA); BJÖRK Malin (GUE/NGL); BOMPARD Manuel (GUE/NGL); BOURGEOIS Geert (ECR); BUSCHMANN Martin (NI); CAREME Damien (Greens/EFA); CASTALDO Fabio Massimo (NI); CHAIBI Leila (GUE/NGL); CHRISTOFOROU Lefteris (EPP); COMIN I OLIVERES Antoni (NI); CORMAND David (Greens/EFA); CORRAO Ignazio (NI); D'AMATO Rosa (NI); DELBOS-CORFIELD Gwendoline (Greens/EFA); DELLI Karima (Greens/EFA); DONATH Anna (Renew); DURAND Pascal (Renew); FAJON Tanja (S&D); FOURLAS Loucas (EPP); GEORGOULIS Alexis (GUE/NGL); GRUFFAT Claude (Greens/EFA); GUSMÃO José (GUE/NGL); GUTELAND Jytte (S&D); HEIDE Hannes (S&D); INCIR Evin (S&D); JADOT Yannick (Greens/EFA); KAILI Eva (S&D); KANKO Assita (ECR); KARLSBRO Karin (Renew); KONEČNÁ Kateřina (GUE/NGL); KOUNTOURA Elena (GUE/NGL); KUHNKE Alice (Greens/EFA); LOISEAU Nathalie (Renew); MAJORINO Pierfrancesco (S&D); MATIAS Marisa (GUE/NGL); MAVRIDES Costas (S&D); PAPADAKIS Demetris (S&D); PAPADIMOULIS Dimitrios (GUE/NGL); PELLETIER Anne-Sophie (GUE/NGL); PETER-HANSEN Kira (Greens/EFA); PISAPIA Giuliano (S&D); PONSATI Clara (NI); PUIGDEMONT Carles (NI); REGNER Evelyn (S&D); RIBA I GINER Diana (Greens/EFA); RIVASI Michèle (Greens/EFA); ROOSE Caroline (Greens/EFA); SANTOS Isabel (S&D); SATOURI Mounir (Greens/EFA); SCHIEDER Andreas (S&D); SIDL Guenther (S&D); SMERIGLIO Massimiliano (S&D); TOUSSAINT Marie (Greens/EFA); URBAN CRESPO Miguel (GUE/NGL); VAN OVERTVELDT Johan (ECR); VANA Monika (Greens/EFA); VILLANUEVA RUIZ Idoia (GUE/NGL); VILLUMSEN Nikolaj (GUE/NGL); YENBOU Salima (Greens/EFA); ZACHAROPOULOU Chrysoula (Renew); ŽDANOKA Tatjana (Greens/EFA).

Membres du Parlement Européen